

L'ère des convulsions

La gauche antilibérale française n'a pas réussi à se doter d'une candidature unique pour l'élection présidentielle. Et si cette tentative et son échec n'étaient que le même symptôme riche en enseignements d'une ère en pleine transition ?

David
Wagner

A la mi-2006 encore, José Bové envisageait sérieusement d'être présent au second tour de l'élection présidentielle française de cette année. Avec un potentiel électoral de 10 à 12 % dans une perspective de candidature unique, cette ambition n'était en effet pas des plus saugrenues. Mais la tentative de mettre sur pied une candidature unique à même d'engendrer une dynamique forte a jusqu'à présent échoué et il est trop tard pour redémarrer la machine. A gauche du PS et des Verts, 5 candidat-e-s sont en lice pour la magistrature suprême : Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire, LCR), Marie-George Buffet (Parti communiste français, PCF), le syndicaliste paysan altermondialiste José Bové, Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) et l'occitaniste et ex-socialiste Gérard Schivardi pour le groupusculaire Parti des travailleurs. Mais à la différence des trois premiers, ni Laguiller ni Schivardi ne se sont inscrits dans la démarche unitaire.

Ainsi, trois candidat-e-s qui auraient pu s'unir derrière une seule candidature se présentent en ordre dispersé. Il faut prendre acte de cet échec de candidat-e unitaire. Se posent désormais deux questions. Est-ce vraiment si grave, est-ce une chance historique qui vient d'être irrémédiablement gâchée ? Mais plus important encore est de tenter de comprendre pourquoi cette désignation a été si laborieuse et pourquoi, finalement, elle n'a pas (encore ?) pu voir le jour. Car il faut bien l'admettre, dans une perspective de gauche, la France du début de ce siècle offre un fantastique laboratoire d'analyse politique.

En effet, ce pays rassemble plusieurs aspects intéressants. Septième puissance économique mondiale, pilier de l'Union européenne, puissance militaire et diplomatique, la France est, pour l'emprunter au jargon léniniste, un pays non seulement « avancé », mais encore relativement

influent. Ce qui la distingue toutefois d'autres puissances équivalentes (en particulier l'Allemagne), c'est qu'elle a su maintenir une vivacité politique sans égal, surtout à gauche. D'où l'enjeu pour la gauche européenne et mondiale.

Il s'agit donc de saisir les convulsions dans lesquelles se trouve cette gauche de la gauche française. Et afin de ne pas sombrer dans le pessimisme, il convient aussi de voir l'autre côté de la médaille de cette multitude de candidatures. Elles ont beau être désunies, fait est que la gauche radicale française est capable d'aligner plusieurs candidatures représentant toutes des sensibilités qui ont leur enracinement propre.

Restons dans l'optimisme et servons-nous de cet échec pour établir un diagnostic des difficultés que rencontrent ces gauches dans le monde post-industrialisé, dont la France peut être un laboratoire d'observation privilégié. Certes, l'échec de la gauche radicale de présenter une candidature unique a été retentissant, alors que, dans les premiers temps, la tentative était porteuse d'espoir.

L'on peut évidemment se limiter à une analyse des intérêts partisans des différentes formations politiques incluses dans ce processus, d'autant plus qu'elles correspondent à certaines réalités. Qu'advendrait-il du PCF dans une alliance foncièrement hostile au PS, pourtant son allié électoral de prédilection, en vertu du mode de scrutin majoritaire ? Et quid de la LCR qui a réussi à sortir de son relatif anonymat médiatique grâce au lancement, en 2002, de son efficace porte-parole Besancenot, alors que Laguiller, « concurrente » directe, n'hésite pas à se présenter ? Et ensuite ? Que faire d'un bon score à la présidentielle ? Utiliser la dynamique afin de fonder une nouvelle

Post-industrialisée, la société occidentale n'a pas seulement atomisé son salariat, mais a fondamentalement fragmenté la société, pétrie qu'elle est des conceptions post-modernes propres à notre époque.

formation politique ? Sur quelles bases, mêmes minimales ? Quels seraient la place et le comportement de cette formation dans le jeu institutionnel ? Et quelle serait dans ce cas son attitude face au social-libéralisme ? Des questions classiques mais légitimes. Un nouveau parti, mais pour quoi faire ? Et aller où ?

Il est facile de se lamenter des intérêts et conflits d'appareils politiques. Cette attitude est naïve : une organisation politique ne surgit pas *ex-nihilo*, mais porte avec elle des aspirations politiques et des choix stratégiques qui la distinguent d'autres. Elle est une réalité bien plus complexe qu'une simple machine de guerre au service de l'ego d'un groupe de personnes. C'est l'expression d'une réalité politique et sociale. Il est donc normal qu'il y ait des divergences. Là n'est pas le problème. L'échec d'une candidature unique est aussi le reflet de choix stratégiques. Aussi bien la tentative d'y aboutir que son échec résultent de mouvements profonds, complexes, en phase de maturation et donc pétris de contradictions. Si le sectarisme idéologique aboutit au nanisme politique, le cri de guerre « Tous unis ! » ne constitue pas un programme politique salvateur en soi. Tout comme la seule supériorité numérique d'une armée n'est pas un gage de victoire si elle est dénuée de stratégie militaire.

A l'instar d'autres pays occidentaux, la France est frappée par la mutation du capitalisme classiquement industriel. Ce processus enclenché depuis déjà une trentaine d'années a non seulement bouleversé les structures économiques de ces pays, mais aussi la conscience de classe subjective du salariat.

La mutation/transition du capitalisme mène à une crise du système démocratique parlementaire (ou bourgeois) et, par ricochet, à une crise du militantisme politique et de son outil de prédilection que constituaient et constituent toujours en partie les partis politiques. Car ce n'est pas tant la lutte des classes (terme souvent méprisé ou moqué) en elle-même qui serait dépassée, mais ses formes de combat qui ont changé. A cette mutation de la majorité du salariat du secondaire vers le tertiaire correspond donc une mutation analogique des consciences de classe et donc de son habitus militant. A cela s'ajoutent évidemment les « leçons » de l'histoire et le bilan globalement négatif des expériences socialistes dénaturées en monstres bureaucratiques et totalitaires. Un discrédit historique lourd à porter pour la gauche « antilibérale », mais qu'elle doit pourtant assumer pleinement. Un bilan que l'élite médiatique et politique dominante exploite à fond depuis la supposée fin de l'histoire pour mieux légitimer la supériorité politique du modèle libéral. Bien qu'en crise et en échec permanent autant du point de vue social, économique ou écologique, ce modèle irrationnel et archaïque réussit encore à convaincre une

majorité du contraire. La faute momentanée d'alternative perceptible par le plus grand nombre y est aussi naturellement pour quelque chose.

Post-industrialisée, la société occidentale n'a pas seulement atomisé son salariat, mais a fondamentalement fragmenté la société, pétrie qu'elle est des conceptions postmodernes propres à notre époque. L'on peut déplorer cet état, il est un fait que la gauche radicale est elle aussi frappée par cette fragmentation sociologique, et que la « multitude » (pour reprendre Negri), si elle continue à lutter, ne se laisse plus si facilement encarter. Le « mouvement des mouvements », traduction progressiste de nos sociétés postmodernes, aspire simultanément aux changements de fond, à une liberté individuelle rétive à tout embrigadement ainsi qu'à la revendication du droit à l'épanouissement hédoniste.

Ainsi, la contestation au système dominant a pris une ampleur non négligeable au cours de la dernière décennie, notamment par le biais de ces nouvelles formes de militantisme hors partis. Parallèlement, des tentatives plus ou moins probantes et aux profils les plus divers de refondations d'appareils et de groupements politiques en crise ou à la recherche de nouveaux instruments politiques ont vu le jour (Izquierda Unida en Espagne, Rifondazione Comunista en Italie, Synaspismos en Grèce, Bloco de Esquerda au Portugal, PDS/Die Linke en Allemagne, déi Lénk au Luxembourg...).

Ainsi, la contestation au système dominant a pris une ampleur non négligeable au cours de la dernière décennie, notamment par le biais de ces nouvelles formes de militantisme hors partis.

NATURATA
Fair a kooperativ mat de Bio-Bauern

1 Rollingergrund
• Lebensmittelgeschäft
• Metzgerei

2 Munsbach
• Supermarkt - Lebensmittel
• Metzgerei
• Restaurant & Catering
• Akzent
(Naturkleider, Spielwaren, Bücher)

3 Ettelbrück
• Lebensmittelgeschäft

4 Hupperdange
• Hof-Laden Schanck-Haff

5 Dudelange
• Lebensmittelgeschäft

6 Foetz
• Lebensmittelgeschäft
• Metzgerei

Goutez le bio, goûtez la vie!

Äre Spezialist fir Bio- an Demeter-Liewesmëttel

La tentative avortée de désignation d'une candidature unique de gauche en France est en cela intéressante qu'elle combinait les différentes formes de résistances aux contre-réformes libérales. Issue à l'origine des collectifs locaux d'opposition au traité constitutionnel européen (incarnation et synthèse du modèle libéral européen

et moment de cristallisation et de confrontation politique de modèles de société opposés), cette initiative se proposait de donner une traduction politique positive à une victoire négative du référendum du 29 mai 2005. Et, partant, de fédérer les résistances organiquement diffuses de la société civile aux partis et mouvements politiques classiques pour un moment clé de la vie politique française, l'élection présidentielle, tout en visant une dynamique allant au-delà de cette échéance.

ATD Quart Monde Luxembourg asbl lance un appel :

17 octobre 2007 – Déclaration de solidarité

Refuser la misère, un chemin vers la paix

En mai 2006, des défenseurs des droits de l'Homme, venus de quatre continents et de toutes les couches de la société, se sont réunis à Montréal. S'appuyant sur une large consultation d'associations, de syndicats, d'Etats et d'agences des Nations unies, ils ont donné suite à une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies visant à amplifier l'impact du 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère.

Ils invitent tous les citoyens épris de justice et de paix à soutenir la déclaration de solidarité qu'ils ont lancée.

» Nous sommes solidaires avec celles et ceux qui luttent, partout dans le monde, pour résister à la misère et l'éliminer.

» Nous voulons contribuer à faire respecter la dignité et l'accès effectif de tous aux droits de l'Homme.

» Nous voulons nous joindre aux efforts qui permettent la participation des personnes en situation d'exclusion et de misère à la vie de nos sociétés, notamment au 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère.

Nous demandons que les citoyens, les autorités locales, nationales et les Nations unies :

» Considèrent les plus pauvres comme les premiers acteurs de la lutte contre la pauvreté.

» Associent les plus pauvres à la conception, la mise en place et l'évaluation de politiques qui les concernent et portent l'ambition d'un monde sans pauvreté, un monde où les droits à la vie familiale, au travail décent, à la participation sociale, culturelle et politique sont respectés.

» Soutiennent les événements organisés chaque 17 octobre afin que la participation des personnes en situation de pauvreté reste au cœur de la Journée mondiale du refus de la misère.

» Participent aux dialogues qui doivent se mettre en place tout au long de l'année avec les personnes qui, en refusant la misère, créent des chemins vers la paix.

Cette déclaration peut être signée jusqu'au 17 octobre 2007. Signée par le plus grand nombre, elle sera transmise aux Nations unies et rendue publique le 17 octobre 2007.

Vous pouvez la signer en ligne sur le site de la Journée mondiale du refus de la misère : www.oct17.org/site/Comptez-sur-moi-aussi.html.

Comme nous le savons désormais, cette ambition n'a pas été atteinte. Pris entre les contingences de l'urgence et des logiques de fonctionnement contradictoires (militant-e-s individuel-le-s/organisations de la société civile/partis politiques), les collectifs n'ont pas su réaliser cette synthèse, ou plutôt cette « *Aufhebung* ». Si cette grossesse politique s'est finalement traduite par une fausse couche, elle n'en a pas moins connu une fécondation, mais qui n'était probablement pas encore prête à survivre à ses propres convulsions.

Une contradiction supplémentaire s'ajoute à celles de ces gauches en quête de refondation. Car si le capitalisme a effectué une transition, les institutions de l'Etat démocratique parlementaire qu'il a enfantées sont, à l'instar du mouvement anticapitaliste, également ébranlées. La dévolution croissante du pouvoir de décision du national vers la supra-nation ou vers les institutions internationales, les rapprochements politiques des grandes familles qui aboutissent à des alternances sans réels changements politiques (démocratie chrétienne, libéraux et social-démocratie) et le dépouillement politique de l'Etat par un capital de plus en plus anonyme, ont fini par entamer le reste de crédibilité de ses institutions. Il est alors d'autant plus étonnant d'assister à une telle focalisation politique pour la conquête du mandat suprême d'un Etat, qui, comme le disait Jospin, « ne peut pas tout ». Il serait évidemment faux de souscrire à cette thèse défaitiste et il s'agit plutôt de distinguer entre volonté et pouvoir. A condition naturellement de reconquérir une masse critique et une hégémonie culturelle nécessaires à transformer ce capitalisme libéricide, consumériste et égoïste en son opposition – postmoderne – que serait un socialisme libertaire, hédoniste et solidairement individualiste.

Ce sont peut-être deux conclusions importantes qu'il faut tirer de cette tentative de désignation d'un-e candidat-e unitaire à l'élection présidentielle française. D'un côté, un état des lieux de l'avancement des économies capitalistes principalement occidentales au XXI^e siècle, la mutation de leurs régimes politiques et leurs effets sur les consciences. De l'autre, les nouvelles aspirations de changement fondamental de société, en laissant toute leur place aux aspirations individuelles dans les entreprises collectives actuelles et futures.